



---

ACCÉLÉRONS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

**Création d'un Centre de Rétention Administrative (CRA)  
sur la commune de Béziers (Hérault)**

**Ministère de l'Intérieur / SGAMI SUD**

Mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage en Qualité  
Environnementale

*Jérémy Berthiau – 06 32 49 68 60 – [j.berthiau@eodd.fr](mailto:j.berthiau@eodd.fr)*

**Au vu des spécificités de l'opération et de la parcelle, plusieurs données peuvent impliquer des démarches administratives (qui sont détaillées dans la suite du document) :**

- Qualité écologique de la parcelle et contraintes locales
- Taille de la parcelle
- Présence de pollutions
- Type d'opération et services liés
- Taille de l'opération
- Places de parkings public (ouvertes au public) créées
- Gestion de l'eau / prélèvements (y compris en phase travaux)
- Contraintes hydrologiques (risque inondation notamment)
- Sondages de sols et forages
- Qualité de l'air (émission / risques sanitaires / qualité actuelle)
- Ambiance acoustique (émission / risques sanitaires / qualité actuelle)
- Trafic engendré et perturbations potentielles attendues
- Installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)
- BEGES

# Évaluation environnementale / Cas par cas

---

## Les spécificités du projet présentes dans les rubriques du Code de l'environnement

- Taille de la parcelle
- Type d'opération et services liés
- Taille de l'opération
- Places de parkings ouvertes au public créées
- Sondages de sols et forages
- ICPE
- *Liste non exhaustive*

Lien à l'Annexe à l'article R.122-2 - Code de l'environnement (version en vigueur depuis le 12 novembre 2023) :

[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000038247383/](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000038247383/)

## Code de l'environnement

### ANNEXES (Articles Annexe à l'article R122-2 à Annexe à la section 1 du chapitre III du titre IX du livre V)

Naviguer dans le sommaire du code

› Annexe à l'article R122-2

Version en vigueur depuis le 12 novembre 2023

[Modifié par Décret n°2023-1032 du 9 novembre 2023 - art. 2](#)

[Modifié par Décret n°2023-1032 du 9 novembre 2023 - art. 3](#)

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)		
1. Installations classées pour la protection de l'environnement	a) Installations mentionnées à l'article L. 515-28 du code de l'environnement.	
	b) Création d'établissements entrant dans le champ de l'article L. 515-32 du code de l'environnement, et modifications faisant entrer un établissement dans le champ de cet article (*).	
	c) Carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et leurs extensions supérieures ou égales à 25 ha.	
	d) Parcs éoliens soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	
	e) Elevages bovins soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2101 (élevages de veaux de boucherie ou bovins à l'engraissement, vaches laitières) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. b) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement (pour ces installations, l'examen au cas par cas est réalisé dans les conditions et formes prévues aux articles L. 512-7-2 et R. 512-46-18 du code de l'environnement.
	f) Stockage géologique de CO <sub>2</sub> soumis à autorisation mentionnés par la rubrique 2970 de la nomenclature des installations classées pour la protection de	c) Extensions inférieures à 25 ha des carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE

**Un centre de rétention n'a pas de rubrique ICPE directement associée, mais des activités annexes pourraient relever de rubriques ICPE :**

- Chauffage / groupe électrogène de secours : classement est établi sur la base de puissance thermique des équipements (rubrique ICPE 2910)
- Installations de refroidissement : classement est établi sur la base du type de fluide de refroidissement utilisé et de la quantité (rubrique ICPE 1185)
- Blanchisserie : classement est établi sur la base de la capacité de lavage de linge en kg/jour et le type de lavage (à sec, avec solvant ...) (rubrique ICPE 2340 ou 2345)

→ ***En première approche pas de sujet ICPE mais spécificités du projet pouvant être impactantes – potentialité de déclaration ICPE***

→ ***Si certains seuils sont atteints ils n'impliqueront, en première approche, qu'une déclaration donc pas d'impact planning/réglementaire sur le projet***

## Code de l'environnement

### ANNEXES (Articles Annexe à l'article R122-2 à Annexe à la section 1 du chapitre III du titre IX du livre V)

Naviguer dans le sommaire du code

► Annexe à l'article R122-2

Version en vigueur depuis le 12 novembre 2023

Modifié par Décret n°2023-1032 du 9 novembre 2023 - art. 2

Modifié par Décret n°2023-1032 du 9 novembre 2023 - art. 3

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
<p>6. Infrastructures routières (les ponts, tunnels et tranchées couvertes supportant des infrastructures routières doivent être étudiés au titre de cette rubrique).</p> <p>On entend par " route " une voie destinée à la circulation des véhicules à moteur, à l'exception des pistes cyclables, des voies vertes et des voies destinées aux engins d'exploitation et d'entretien des parcelles.</p>	<p>a) Construction d'autoroutes et de voies rapides.</p> <p>b) Construction d'une route à quatre voies ou plus, élargissement d'une route existante à deux voies ou moins pour en faire une route à quatre voies ou plus, lorsque la nouvelle route ou la section de route alignée et/ ou élargie a une longueur ininterrompue supérieure ou égale à 10 kilomètres.</p> <p>c) Construction, élargissement d'une route par ajout d'au moins une voie, extension d'une route ou d'une section de route, lorsque la nouvelle route ou la section de route élargie ou étendue a une longueur ininterrompue supérieure ou égale à 10 kilomètres.</p>	<p>a) Construction de routes classées dans le domaine public routier de l'Etat, des départements, des communes et des établissements public de coopération intercommunale non mentionnées aux b) et c) de la colonne précédente.</p> <p>b) Construction d'autres voies non mentionnées au a) mobilisant des techniques de stabilisation des sols et d'une longueur supérieure à 3 km. En Guyane, ce seuil est porté à 30 km pour les projets d'itinéraires de desserte des bois et forêts mentionnés au premier alinéa de l'article L. 272-2 du code forestier, figurant dans le schéma pluriannuel de desserte forestière annexé au programme régional de la forêt et du bois mentionné à l'article L. 122-1 du code forestier et au 26° du I de l'article R. 122-17 du code de l'environnement.</p> <p>c) Construction de pistes cyclables et voies vertes de plus de 10 km.</p>

→ Accès à la parcelle à préciser, notamment si mutualisation CHU/CRA ?

Code de l'environnement**ANNEXES (Articles Annexe à l'article R122-2 à Annexe à la section 1 du chapitre III du titre IX du livre V)**Naviguer dans le sommaire du code  
v

&gt; Annexe à l'article R122-2

Version en vigueur depuis le 12 novembre 2023

[Modifié par Décret n°2023-1032 du 9 novembre 2023 - art. 2](#)[Modifié par Décret n°2023-1032 du 9 novembre 2023 - art. 3](#)

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
30. Installations photovoltaïques de production d'électricité (hormis celles sur toitures, ainsi que celles sur ombrières situées sur des aires de stationnement)	Installations d'une puissance égale ou supérieure à 1 MWc, à l'exception des installations sur ombrières	Installations d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc

→ *Pas de sujet, excepté si une installation au sol proposée sur un bout de parcelle*



## Code de l'environnement

ANNEXES (Articles Annexe à l'article R122-2 à Annexe à la section 1 du chapitre III du titre IX du livre V)

Naviguer dans le sommaire du code

→ Annexe à l'article R122-2

Version en vigueur depuis le 12 novembre 2023

[Modifié par Décret n°2023-1032 du 9 novembre 2023 - art. 2](#)

[Modifié par Décret n°2023-1032 du 9 novembre 2023 - art. 3](#)

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
Travaux, ouvrages, aménagements ruraux et urbains		
39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement.	<p>a) Travaux et constructions créant une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m<sup>2</sup> dans un espace autre que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les zones mentionnées à l'article R. 151-18 du code de l'urbanisme, lorsqu'un plan local d'urbanisme est applicable ;</li> <li>-les secteurs où les constructions sont autorisées au sens de l'article L. 161-4 du même code, lorsqu'une carte communale est applicable ;</li> <li>-les parties urbanisées de la commune au sens de l'article L. 111-3 du même code, en l'absence de plan local d'urbanisme et de carte communale applicable ;</li> </ul>	<p>a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code supérieure ou égale à 10 000 m<sup>2</sup> ;</p>
	<p>b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est supérieur ou égal à 10 ha ;</p>	
	<p>c) Opérations d'aménagement créant une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme supérieure ou égale à 40 000 m<sup>2</sup> dans un espace autre que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les zones mentionnées à l'article R. 151-18 du code de l'urbanisme lorsqu'un plan local d'urbanisme est applicable ;</li> <li>-les secteurs où les constructions sont autorisées au sens de l'article L. 161-4 du même code, lorsqu'une carte communale est applicable ;</li> <li>-les parties urbanisées de la commune au sens de l'article L. 111-3 du même code, en l'absence de plan local d'urbanisme et de carte communale applicable.</li> </ul>	<p>b) Opérations d'aménagement dont le terrain d'assiette est compris entre 5 et 10 ha, ou dont la surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou l'emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du même code est supérieure ou égale à 10 000 m<sup>2</sup>.</p>

→ cf. diapo suivante pour les notions de surfaces intégrées dans l'emprise au sol

→ En première approche pas de sujet cas par cas sur cette thématique, à confirmer avec les surfaces définitives

**Détail de « a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. \* 420-1 du même code supérieure ou égale à 10 000 m<sup>2</sup> »**

## **Article R.111-22 :**

Article R111-22

Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016

[Création Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 - art.](#)

La surface de plancher de la construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction :

- 1° Des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;
- 2° Des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;
- 3° Des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ;
- 4° Des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ;
- 5° Des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;
- 6° Des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'[article L. 231-1 du code de la construction et de l'habitation](#), y compris les locaux de stockage des déchets ;
- 7° Des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ;
- 8° D'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.

## **Article R\*420-1 :**

› Article R\*420-1

Version en vigueur depuis le 01 avril 2014

[Modifié par Décret n°2014-253 du 27 février 2014 - art. 4](#)

L'emprise au sol au sens du présent livre est la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus.

Toutefois, les ornements tels que les éléments de modénature et les marquises sont exclus, ainsi que les débords de toiture lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux ou des encorbellements.

## Code de l'environnement

**ANNEXES (Articles Annexe à l'article R122-2 à Annexe à la section 1 du chapitre III du titre IX du livre V)**

Naviguer dans le sommaire du code

› Annexe à l'article R122-2

Version en vigueur depuis le 12 novembre 2023

[Modifié par Décret n°2023-1032 du 9 novembre 2023 - art. 2](#)

[Modifié par Décret n°2023-1032 du 9 novembre 2023 - art. 3](#)

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
41. Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs.		a) Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus.
		b) Dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs de 50 unités et plus.

## Code de l'environnement

ANNEXES (Articles Annexe à l'article R122-2 à Annexe à la section 1 du chapitre III du titre IX du livre V)

Naviguer dans le sommaire du code

› Annexe à l'article R122-2

Version en vigueur depuis le 12 novembre 2023

[Modifié par Décret n°2023-1032 du 9 novembre 2023 - art. 2](#)

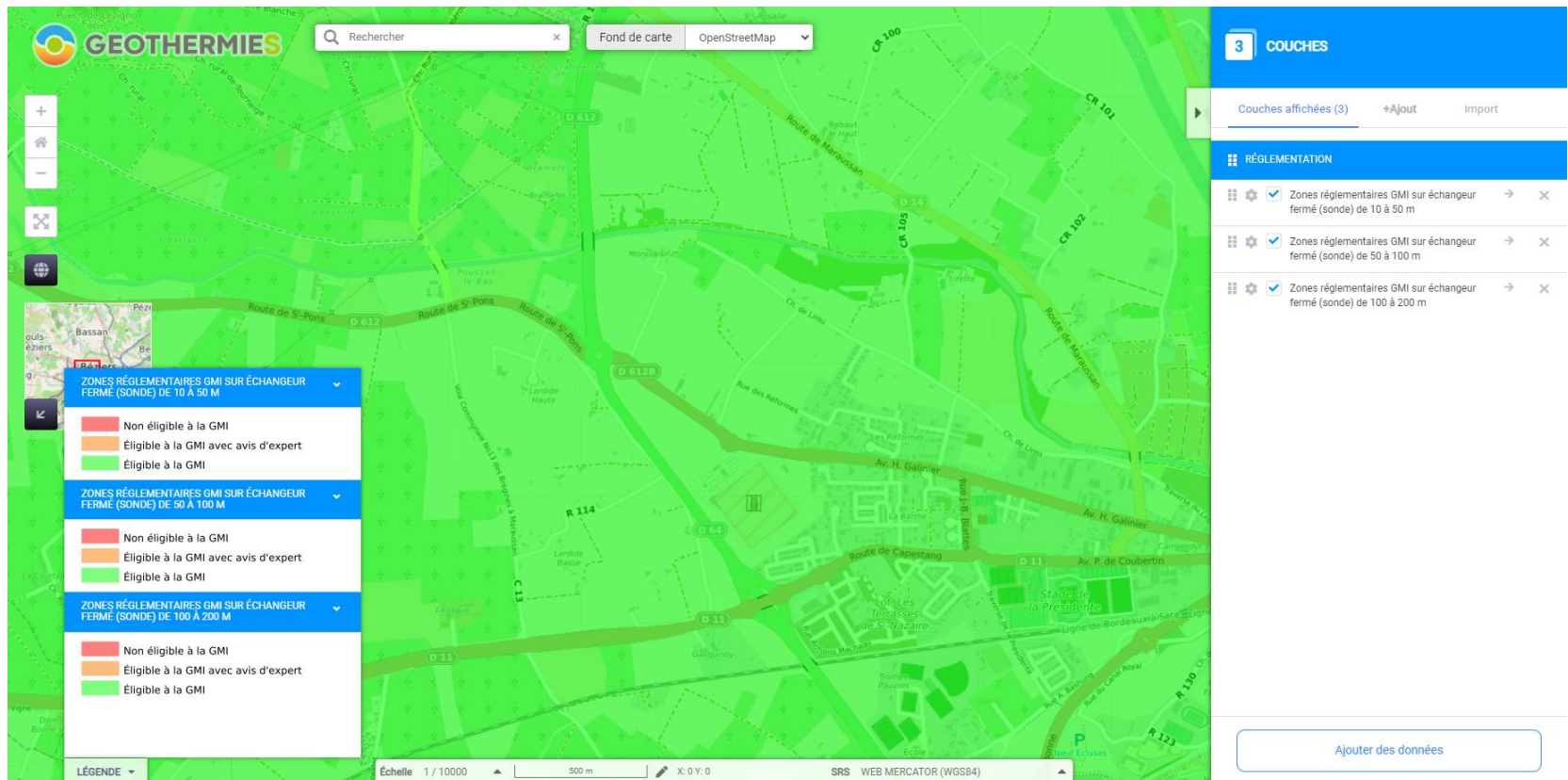
[Modifié par Décret n°2023-1032 du 9 novembre 2023 - art. 3](#)

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
FORAGES ET MINES		
27. Forages en profondeur à l'exception des forages pour étudier la stabilité des sols.	Forages d'exploration ou d'exploitation d'hydrocarbures liquides ou gazeux.	<p>a) Forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 mètres ;</p> <p>b) Forages pour l'exploration de mines, à l'exception des forages isolés n'excédant pas 100 mètres de profondeur ;</p> <p>c) Forages pour l'exploitation de mines, à l'exception des forages de surveillance isolés n'excédant pas 100 mètres de profondeur ;</p> <p>d) Forages pour l'exploration ou l'exploitation de gîtes géothermiques, à l'exception des gîtes géothermiques de minime importance ;</p> <p>e) Forages de puits pour les stockages souterrains de gaz naturel, d'hydrocarbures liquides, liquéfiés ou gazeux, d'hydrogène, de produits chimiques à destination industrielle ;</p> <p>f) Autres forages en profondeur de plus de 100 mètres, à l'exclusion des forages géothermiques de minime importance, au sens de l'<a href="#">article L. 112-3 du code minier</a>.</p>

[https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000042655144](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000042655144)

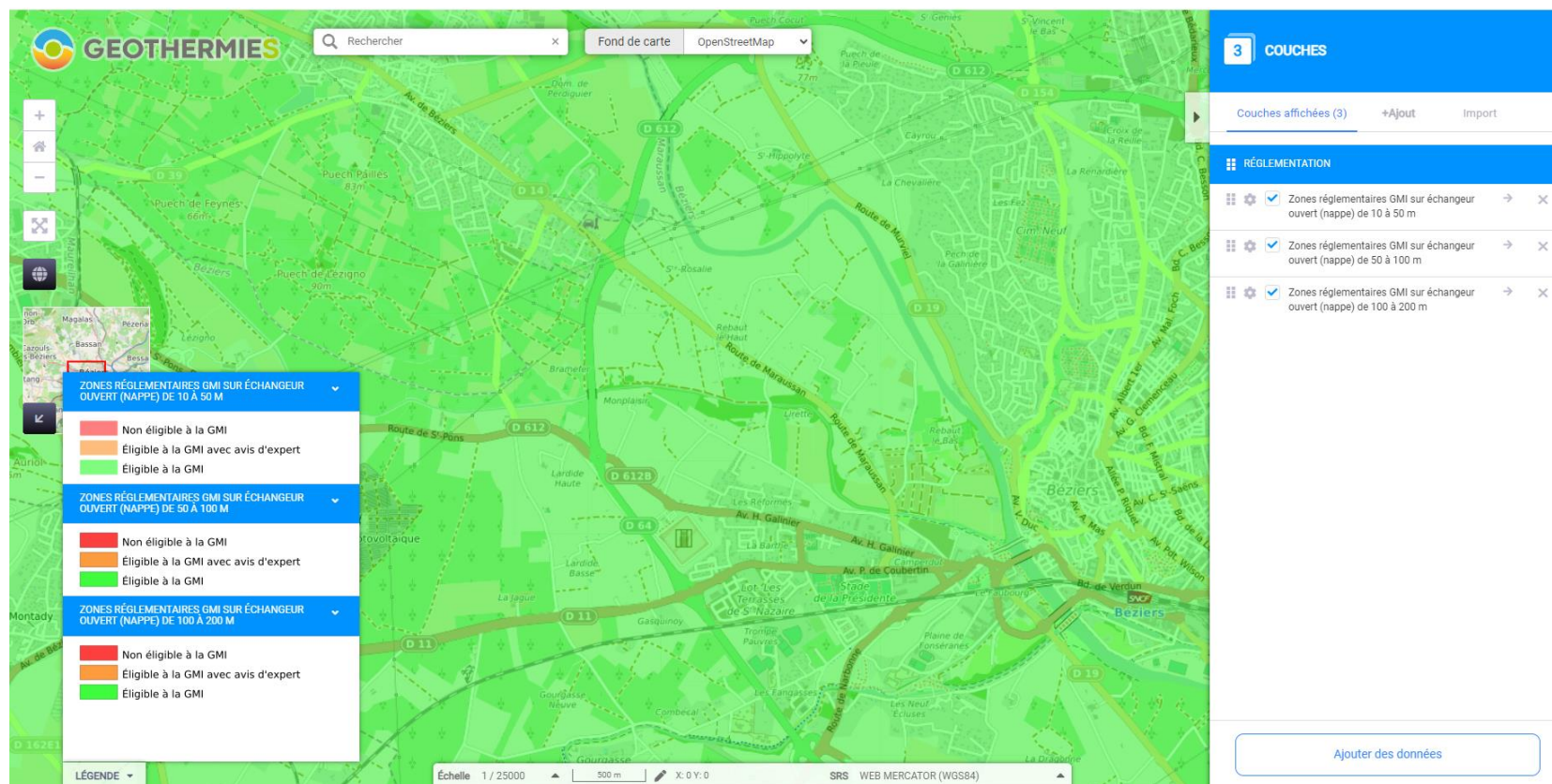
- [https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000043975625](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000043975625)
- [https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000042655147](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000042655147)

<https://www.geothermies.fr/actualites/news/les-nouvelles-cartes-des-zones-reglementaires-pour-la-geothermie-de-minime>



[https://www.geothermies.fr/viewer/?al=autolayer\\_zone\\_reglementaire\\_ferme](https://www.geothermies.fr/viewer/?al=autolayer_zone_reglementaire_ferme)





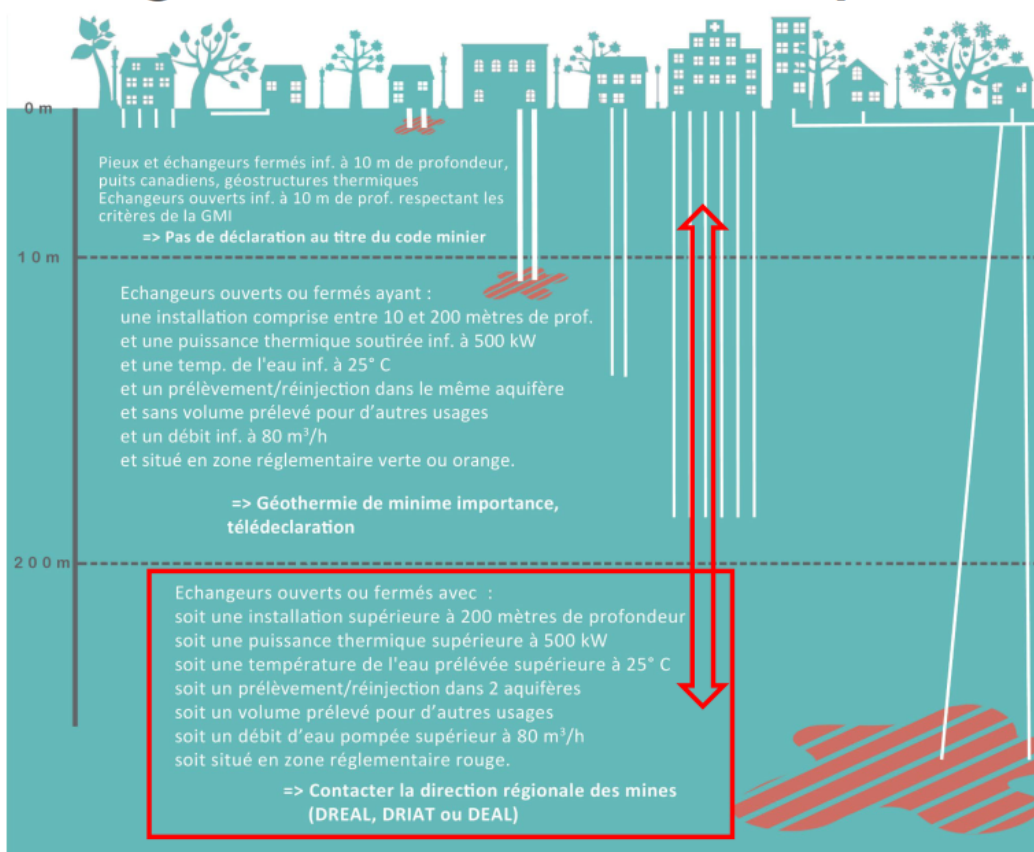
[https://www.geothermies.fr/viewer/?al=autolayer\\_zone\\_reglementaire\\_ouvert](https://www.geothermies.fr/viewer/?al=autolayer_zone_reglementaire_ouvert)

INSTALLATIONS GEOTHERMIQUES ET CRITERES DE MINIME IMPORTANCE <a href="http://www.geothermie-perspectives.fr/article/demarchesGMI">http://www.geothermie-perspectives.fr/article/demarchesGMI</a>								
Critère	Echangeurs Fermés	Echangeurs Ouverts (aquifère)	Seuil 1		Seuil 2		Seuil 3	
Profondeur installation	X	X	Profondeur < 10 m		10 m < Profondeur < 200 m		Profondeur > 200 m	
Puissance soutirée du sous-sol	X	X	Puissance < 500 KW		Puissance < 500 KW		Puissance > 500 KW	
Débit pompé		X	Débit < 8 m3/h		8 m3/h < Débit < 80 m3/h		Débit > 80 m3/h	
Température eau nappe pompée		X	T Captage < 25 °C		T Captage < 25 °C		T Captage > 25 °C	
Rejet des eaux pompées		X	Prélèvement et réinjection dans le même aquifère	Bilan Hydro Nappe = 0	Prélèvement et réinjection dans le même aquifère	Bilan Hydro Nappe = 0	Réinjection dans système autre que l'aquifère prélevé	Bilan Hydro Nappe ≠ 0
Usage		X	Exclusif géothermie sans consommation		Exclusif géothermie sans consommation		Usage autre dont consommation	
APPLICATION DU CODE MINIER - CARTOGRAPHIE RISQUES GEOTHERMIE MINIME IMPORTANCE (GMI) <a href="http://www.geothermie-perspectives.fr/cartographie">http://www.geothermie-perspectives.fr/cartographie</a>								
Cartographie des risques liés à la GMI  (!) cartographie différentes pour échangeurs fermés et échnageurs ouverts	Zone Verte Pas de risques identifiés		Exempt du Code Minier, mais pas autres réglementations		Déclaration (via téléservice)		Autorisation Code Minier	
	Zone Orange Risque identifiés		Exempt du Code Minier, mais pas autres réglementations		Déclaration (via téléservice) + Avis Expert GMI		Autorisation Code Minier	
	Zone Rouge Autorisation Code Minier		Exempt du Code Minier, mais pas autres réglementations		Autorisation Code Minier		Autorisation Code Minier	

Figure 3 : Synthèse du cadre réglementaire applicable aux installations géothermiques (Code Minier)

## Sensibilisation au contexte réglementaire

# La géothermie de minime importance vs. géothermie de surface



BRGM — SERVICE GÉOLOGIQUE NATIONAL — WWW.BRGM.FR

La géothermie de surface englobe différents cadres.

**!! En géothermie de surface, sortie du régime déclaratif spécifique de la GMI :**

### Titre minier (avec permis d'exploitation)

- Prof > 200m
- $T^{\circ} > 25^{\circ}\text{C}$ ,  $Q > 80 \text{ m}^3/\text{h}$ , réinjection nappe différente
- Puissance primaire (soutirée au milieu) > 500 kW
- Zones rouges de la cartographie réglementaire GMI
- ...

### Hors procédure code minier

- Prof < 10m si critères GMI respectés (cas des échangeurs ouverts)
- Géostructures énergétiques (fondations thermo actives)



## Code de l'environnement

ANNEXES (Articles Annexe à l'article R122-2 à Annexe à la section 1 du chapitre III du titre IX du livre V)

Naviguer dans le sommaire du code

› Annexe à l'article R122-2

Version en vigueur depuis le 12 novembre 2023

[Modifié par Décret n°2023-1032 du 9 novembre 2023 - art. 2](#)

[Modifié par Décret n°2023-1032 du 9 novembre 2023 - art. 3](#)

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
28. Exploration et exploitation minière.	<p>a) Exploitation et travaux miniers à ciel ouvert : travaux d'exploitation de mines, y compris ceux relevant de l'<a href="#">article L. 611-1 du code minier</a>, de haldes et de terrils lorsque la surface totale dépasse 25 hectares ;</p> <p>b) Exploitation et travaux miniers souterrains : travaux de création et d'aménagement de cavités souterraines naturelles ou artificielles ou de formations souterraines naturelles présentant les qualités requises pour constituer des réservoirs étanches ou susceptibles d'être rendus tels, en vue du stockage de gaz naturel, d'hydrocarbures liquides, liquéfiés ou gazeux, d'hydrogène ou de produits chimiques à destination industrielle.</p>	<p>a) Travaux de recherche de mines à ciel ouvert : - lorsqu'ils doivent être effectués sur des terrains humides ou des marais à l'exception, en Guyane, de travaux de recherche exécutés, à terre, sans utilisation directe de l'énergie mécanique fournie par l'action d'une machine ;</p> <p>- lorsqu'il est prévu que les travaux provoquent un terrassement total d'un volume supérieur à 20 000 mètres cubes ;</p> <p>- lorsqu'ils entraînent la dissolution de certaines couches du sous-sol ;</p> <p>b) Travaux d'exploitation de mines à ciel ouvert, y compris ceux relevant de l'article L. 611-1 du code minier, de haldes et de terrils lorsque la surface totale est inférieure ou égale à 25 hectares ;</p> <p>c) Exploitation et travaux miniers souterrains : - travaux d'exploitation de mines ;</p> <p>- travaux de recherche et d'exploitation des gîtes géothermiques de plus de 200 mètres de profondeurs ou dont la puissance thermique récupérée dans l'ensemble de l'installation est supérieure ou égale à 500 kW ;</p> <p>- mise en exploitation d'un stockage souterrain de gaz naturel, d'hydrocarbures liquides, liquéfiés ou gazeux, d'hydrogène ou de produits chimiques à destination industrielle ;</p> <p>- essai d'injection et de soutirage effectué en nappe aquifère contenant ou en contact avec de l'eau potable ou qui peut être rendue potable, réalisé avec un produit qui n'est pas reconnu sans danger pour l'alimentation humaine ou animale.</p>

## Bilan

- En première approche le projet ne s'inscrit pas directement dans des catégories pouvant impliquer une évaluation environnementale (étude d'impact)
- Plusieurs catégories identifiées et pouvant impliquer un dossier cas par cas. En première approche, en l'absence de données techniques/environnementales précises, trois catégories nécessitent un contrôle :
  - Emprise du sol de l'ouvrage
  - Nombre de places de parkings ouvertes au public
  - Si géothermie, puissance/forage ...

## Cas par cas et procédures

- **Raisons de soumettre préalablement le projet au cas par cas** : réglementaire, information du public, objectifs poursuivis et attendus de la part de l'Autorité environnementale (AE), dispense de certaines procédures (enquête publique -PPVE-, étude de compensation agricole...).
- **Le dossier cas par cas** : complétude du CERFA + pièces obligatoires à annexer au CERFA + conseil EODD : *proposer des annexes volontaires solides pour s'assurer de la bonne compréhension de l'AE mais également qu'ils constatent une anticipation de notre part (y joindre les diag réalisés).*
- **Temporalité de dépôt de dossier** : à déposer avant PC avec données techniques, prendre en compte le délai de retour de l'AE. Attention car temporalité pour PC dépendant du retour de l'Autorité Environnementale.
- **Retour Autorité Environnementale**
  - Pas de retour sous 35 jours → évaluation environnementale obligatoire (conseil EODD : relancer l'AE 10 jours avant date butoir).
  - Retour AE : dispense d'évaluation environnementale à la suite de l'examen au cas par cas → à joindre obligatoirement au PC.
  - Retour AE nous imposant une évaluation environnementale → nécessité de faire l'EA pour dépôt de PC, délai de montage + complétude dossier environ 1 année.
- **Clause filet** : certains projets peuvent ne pas être soumis au cas par cas mais l'institution en charge de l'urbanisme peut faire valoir une demande d'analyse via un cas par cas. Celle-ci doit être justifiée.

# Dossier Loi sur l'eau

---

## Loi sur l'eau et biodiversité

### **Article R214-1 - Code de l'environnement :**

Plusieurs rubriques du Titre III - IMPACTS SUR LE MILIEU AQUATIQUE OU SUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE font référence aux continuités écologiques (3.1.1.0, 3.1.3.0), aux profils en long et en travers des cours d'eau (3.1.2.0, 3.1.4.0), aux habitats d'espèces (3.1.5.0), aux zones humides (3.3.1.0)

**La Loi sur l'eau concerne** : les installations, les ouvrages, travaux et activités (IOTA) réalisés à des fins non domestiques par toute personne physique ou morale, publique ou privée, et entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines, restitués ou non, une modification du niveau ou du mode d'écoulement des eaux, la destruction de frayères, de zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole ou des déversements, écoulements, rejets ou dépôts directs ou indirects, chroniques ou épisodiques, même non polluants.

## **Rubriques IOTA => Analyse du R.214-1 CE**

*L'autorisation de IOTA présentant un caractère temporaire et sans effet important et durable sur le milieu naturel peut être accordée sans enquête publique préalable réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier CE, dans des conditions définies par décret en Conseil d'État (L.214-4).*

**L'autorisation environnementale est un outil de simplification permettant de rassembler, en une seule procédure d'autorisation, plusieurs procédures auxquelles un projet peut être soumis dans divers champs environnementaux (eau, risques, énergie, paysage, biodiversité, déchets...).**

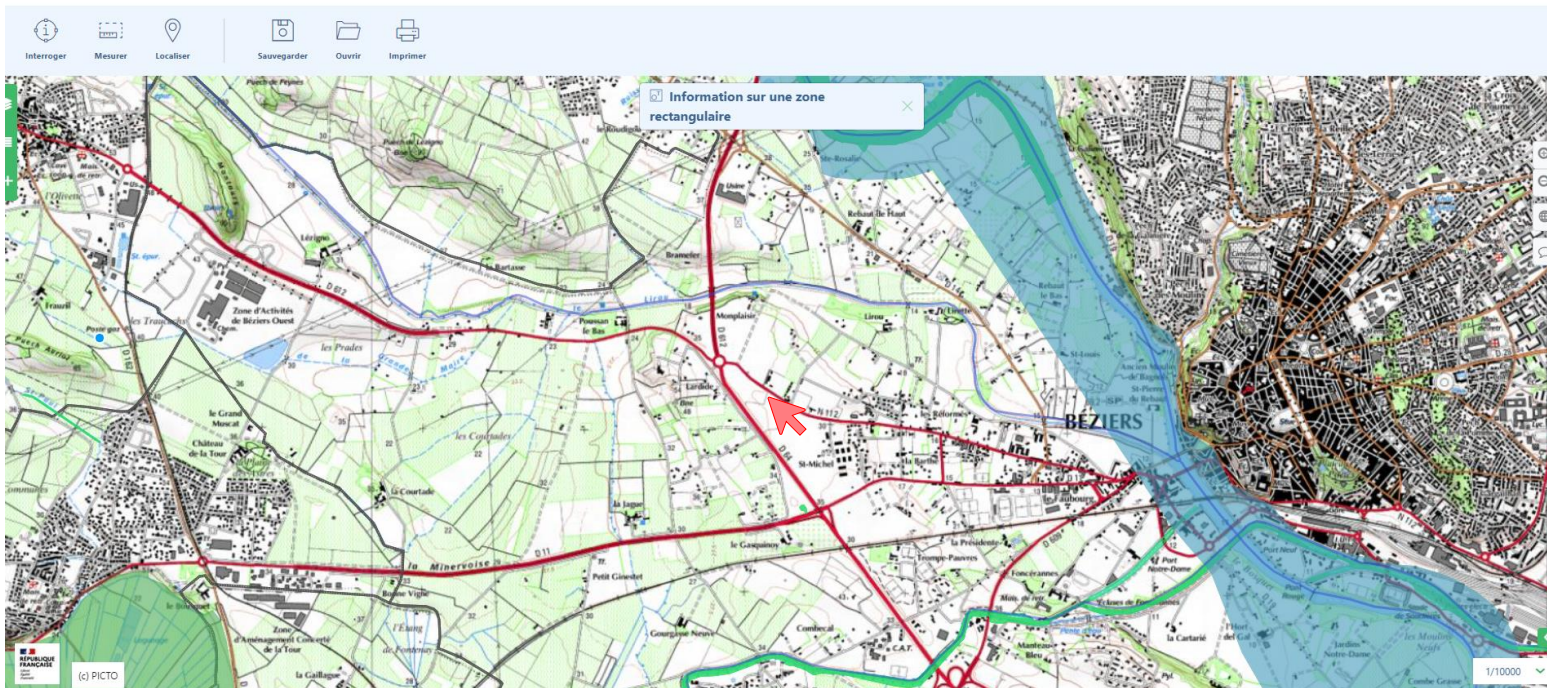
Cette autorisation environnementale s'applique (dès lors que les activités, installations, ouvrages ou travaux en question ne sont pas temporaires) :

- aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation au titre de la « Loi sur l'eau » (y compris les prélèvements d'eau pour l'irrigation en faveur d'un organisme unique) ;
- aux Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation ;
- aux projets soumis à évaluation environnementale qui relèvent normalement d'un régime déclaratif (et pour lequel l'article L.122-1-1 du Code de l'environnement prévoit dès lors une autorisation), lorsque l'autorité compétente pour délivrer cette autorisation est le préfet ;
- aux projets soumis à évaluation environnementale qui ne relèvent normalement d'aucun régime particulier d'autorisation ou de déclaration (et pour lequel l'article L.122-1-1 du Code de l'environnement prévoit dès lors une autorisation).



Schéma Régional de Cohérence Ecologique en Languedoc-Roussillon

Connexion

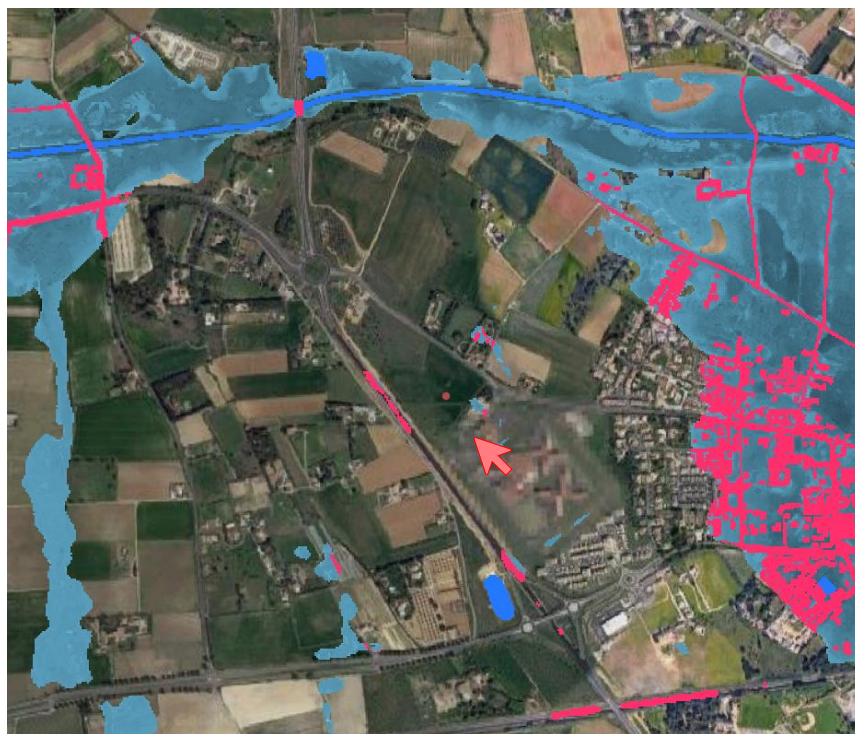


→ Suivant les données [https://carto.picto-occitanie.fr/1/visualiseur\\_srce\\_languedoc\\_roussillon.map](https://carto.picto-occitanie.fr/1/visualiseur_srce_languedoc_roussillon.map) disponibles pas de zones humides identifiées sur la parcelle à l'échelle du SRCE Languedoc-Roussillon.



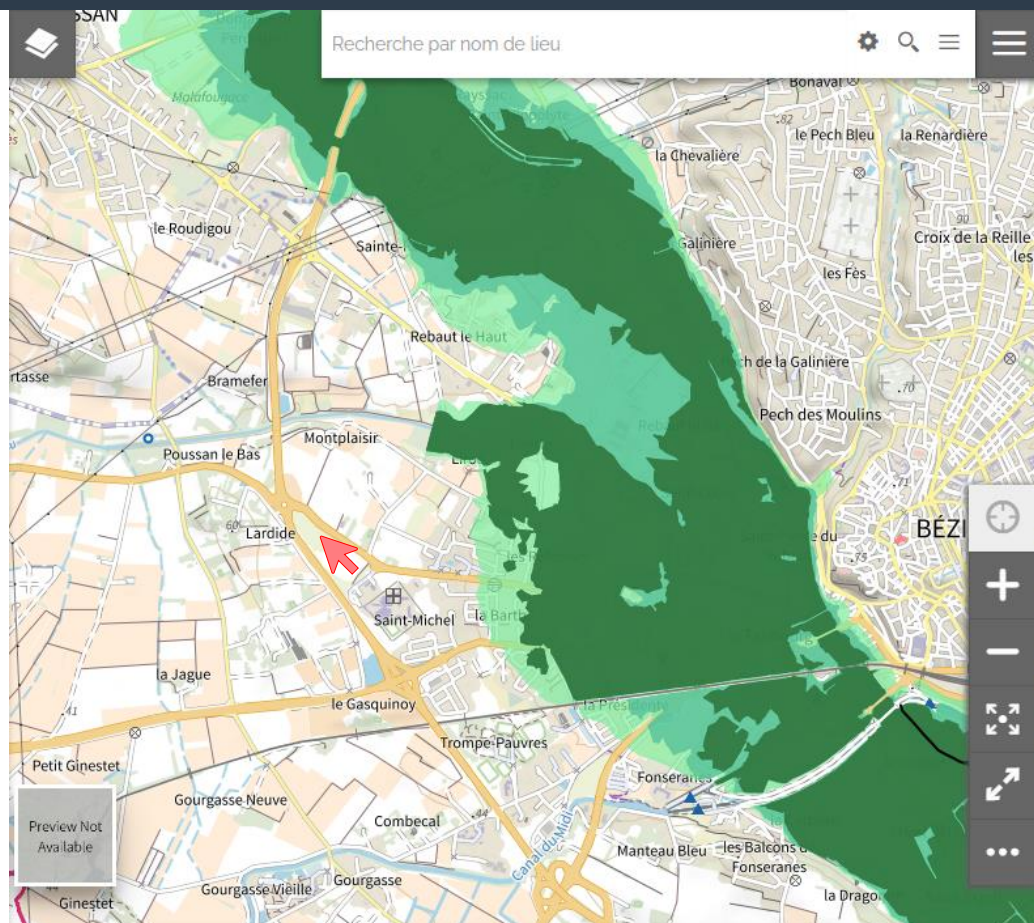
## Dossier Loi sur l'eau – rubriques concernées par notre opération - Analyse du R.214-1 CE

- 5.1.2.0. Travaux de recherche et d'exploitation de gîtes géothermiques de minime importance mentionnés à l'article L. 112-2 du code minier (A et D) → **rubrique potentiellement applicable au projet**
- 2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :
  - 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ;
  - 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).
  - **Rubrique applicable au projet → Déclaration**



- Zone probablement non humide
- Zone probablement humide (probabilité assez forte)
- Zone probablement humide (probabilité très forte)
- Zone en eau
- Zone probablement humide artificialisée

- Suivant les données disponibles sur [INPN - Cartes et informations géographiques \(mnhn.fr\)](https://mnhn.fr) potentielle « zone humide artificialisée » + zone probablement humide en limite de parcelle.
- **Ceci doit-être confirmé par un diagnostic zones humides** (critères floristique et pédologique) pour conclure sur la présence avérée ou non de zones humides au sein du périmètre du projet



Aléa submersion moyen ou centennal
×

Lat: 43.342 - Long: 3.176

📍 🌐 📄
⬅ ➡

**Béziers Agde**  
*Habitant permanent : 156014*  
*Habitant saisonnier : 144070*  
*Part des habitants saisonniers : 92*  
  
*Plus d'infos :*  
Téléchargement des données

Il n'y a aucun objet pour les couches suivantes : Masque étude spécifique en cours, Enveloppes Approchées des Inondations Potentielles cours d'eau et submersion marine de plus d'un hectare, Aléa ruissellement rare ou millénial, Entités hydrogéologiques imperméables à l'affleurement, Aléa ruissellement fréquent ou décennal, Zones soustraites à l'aléa inondation, Zones de sur-aléa inondation, Aléa ruissellement moyen ou centennal, Zones sensibles aux remontées de nappes avec prise en compte du niveau de fiabilité

→ Suivant les données disponibles sur <https://www.georisques.gouv.fr/cartes-interactives#/> hors site inondable

→ **Données PPRI et carte détaillée non disponibles – à récupérer**

# **Demande de dérogation espèces protégées (DDEP)**

L'article L.411-1 du Code de l'environnement fixe les principes de protection des espèces et prévoit notamment l'établissement de listes d'espèces protégées. Les arrêtés ministériels et régionaux déclinent ces listes et précisent les activités interdites.

L'article L.411-2 du Code de l'environnement instaure la possibilité de déroger à l'interdiction de porter atteinte aux espèces protégées, sous certaines conditions (dont évitement et RIIPM).

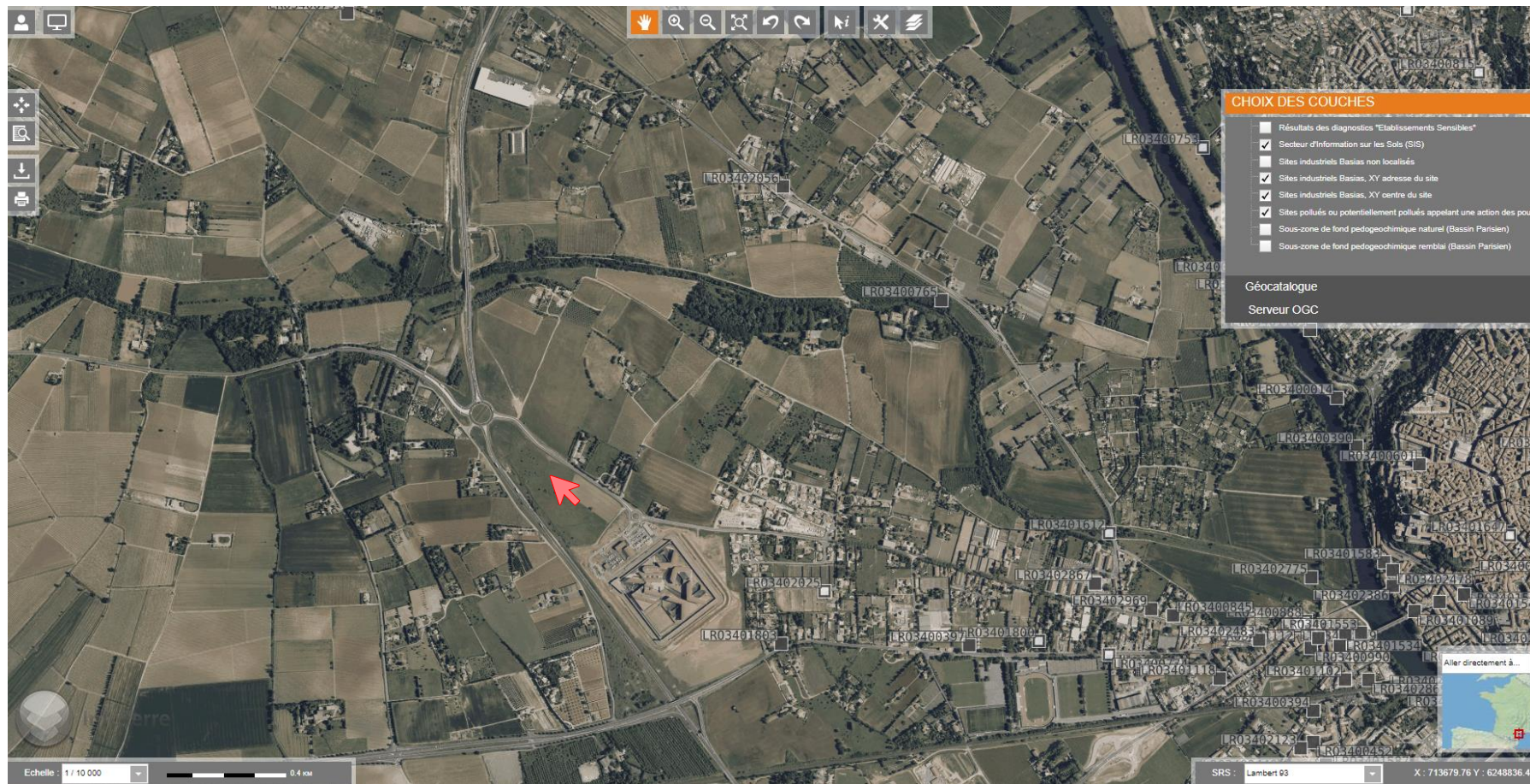
Un ou plusieurs CERFA sont à remplir, accompagné(s) d'un dossier de demande. Certaines mesures (sauvetage, déplacement) nécessitent à elles seules une DDEP.

L'atteinte non autorisée aux espèces protégées est **sanctionnée pénalement**.

→ **nécessité de réaliser un pré-diag écologique** : diagnostic de l'état initial écologique succinct pour pressentir les enjeux. Pourra être complété par un diagnostic écologique 4 saisons en fonction des conclusions du prédiag

# Sites et sols pollués



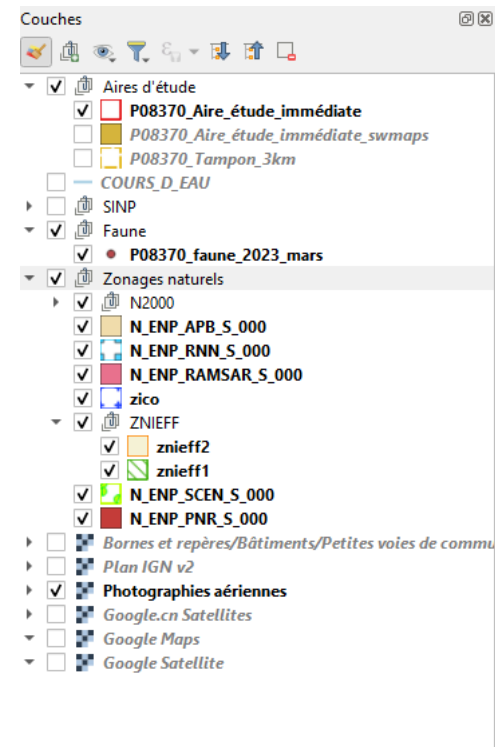
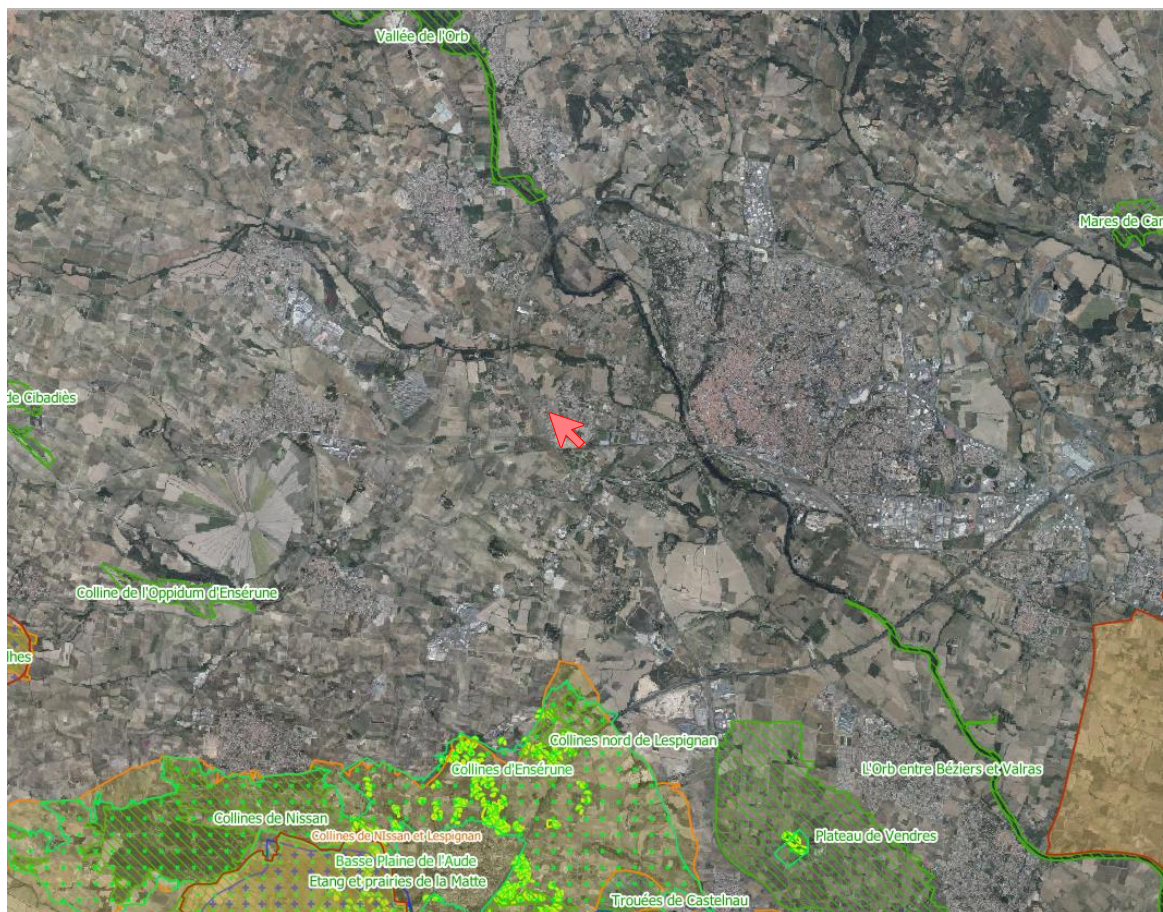


→ Suivant les données disponibles <https://infoterre.brgm.fr/> pas de sujet de pollution des sols identifiés sur la parcelle (BASIOS/BASAL)

→ **Historique d'exploitation de la parcelle ? Utilisation de pesticides notamment ?**

# Zones d'intérêt écologique





→ Suivant les zonages d'inventaire et réglementaires du patrimoine naturel le projet n'est pas situé dans une zone à enjeux

Au vu des éléments identifiés précédemment, les éléments à retenir :

- L'opération pourrait être soumise à une demande d'examen au cas par cas, qui pourrait entraîner une évaluation environnementale suivant retour de l'Autorité environnementale → dépendant des données projet et environnementales ;
- L'opération sera soumise à dossier Loi sur l'eau ;
- Diagnostic zones humides (critère floristique + pédologique à confirmer) ;
- Pré-diagnostic écologique de l'ensemble de la parcelle à réaliser ;
- Pas de rubrique ICPE directement associée au CRA mais données projet pouvant impliquer un classement ;
- Pollution des sols : pas de données spécifiques, investigations éventuelles à mener sur l'exploitation antérieure des parcelles , utilisation de pesticides ? → diagnostic pollution pouvant être envisagé.

**Point de vigilance** : le périmètre d'intervention est le CRA et non les deux équipements qui posséderont des Permis de construire distincts. Le découpage parcellaire pourrait impacter les démarches environnementales/administratives à réaliser. Le découpage doit être acté en amont des investigations réglementaires, qui seront réalisées auprès de l'Autorité environnementale compétente.



## NOS AGENCES

### EODD PARIS

50 rue Albert  
75013 Paris  
Tél : (00 33) 4 72 76 06 90  
Fax : (00 33) 4 72 76 06 99

### EODD LYON

171-173 rue Léon Blum  
69100 Villeurbanne  
Tél : (00 33) 4 72 76 06 90  
Fax : (00 33) 4 72 76 06 99

### EODD METZ

10 rue des Potiers d'Étain  
57070 Metz  
Tél : (00 33) 4 72 76 06 90  
Fax : (00 33) 4 72 76 06 99

### EODD MARSEILLE

Domaine du Petit Arbois  
Bâtiment Henri Poincaré  
Avenue Louis Philibert  
13100 Aix-en-Provence  
Tél : (00 33) 4 72 76 06 90  
Fax : (00 33) 4 72 76 06 99

### EODD MONTPELLIER

Les Tanes Basses  
2 rue de la Syrah  
34800 Clermont l'Hérault  
Tél : (00 33) 4 72 76 06 90  
Fax : (00 33) 4 72 76 06 99

### EODD TOULOUSE

Cartoucherie  
Immeuble l'Éclat  
Zone de la Cartoucherie  
76 voie du Toec  
31300 Toulouse  
Tél : (00 33) 4 72 76 06 90  
Fax : (00 33) 4 72 76 06 99

### EODD PAU

Centre d'affaires des Lilas  
77 avenue des Lilas  
64000 Pau  
Tél : (00 33) 4 72 76 06 90  
Fax : (00 33) 4 72 76 06 99

### EODD BORDEAUX

43-45 rue d'Armagnac  
CS 72073  
33088 Bordeaux  
Tél : (00 33) 4 72 76 06 90  
Fax : (00 33) 4 72 76 06 99

### EODD SAINT-ÉTIENNE

Zone d'Activité Commerciale  
du Parc Secteur Gampille  
42490 Fraisses  
Tél : (00 33) 4 72 76 06 90  
Fax : (00 33) 4 72 76 06 99

### EODD LA ROCHELLE

Hôtel d'entreprises  
Pêcheurs d'Islande  
10 rue de Paimpol  
17300 Rochefort  
Tél : (00 33) 4 72 76 06 90  
Fax : (00 33) 4 72 76 06 99

### EODD CARAÏBES ET AMAZONIE

BP2169  
97195 Jarry Cedex  
Guadeloupe  
Tél : (00 33) 4 72 76 06 90  
Fax : (00 33) 4 72 76 06 99

[contact@eodd.fr](mailto:contact@eodd.fr) • [www.eodd.fr](http://www.eodd.fr)

*À votre disposition pour approfondir ces sujets ...*

---